



**HAL**  
open science

## L'héritage ambigu de l'ALBA-TCP

Daniele Benzi, Jimena Huamanricra Sabino

► **To cite this version:**

Daniele Benzi, Jimena Huamanricra Sabino. L'héritage ambigu de l'ALBA-TCP. Kevin Parthenay, Frédéric Louault (dir.). Amérique latine. L'Année politique 2025, Les Etudes du CERI n°282-283, , pp.60-65, 2026, <10.25647/etudesduceri.282-283.10>. <hal-05492918>

**HAL Id: hal-05492918**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-05492918v1>**

Submitted on 4 Feb 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

## L'héritage ambigu de l'ALBA-TCP

par Daniele Benzi et Jimena Huamanricra Sabino

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples (ALBA-TCP) célèbre ses vingt ans dans un contexte d'usure politique et de crise économique, s'éloignant de son aspiration à une intégration émancipatrice pour revenir à sa vocation initiale : celle d'un espace de résistance face à la pression extérieure des Etats-Unis et de leurs alliés. Ce tournant révèle à la fois un succès limité et une fragilité institutionnelle. Les difficultés économiques et la perte de leadership témoignent d'une crise plus profonde des gauches radicales latino-américaines, tout en illustrant une grande capacité de résilience.

Depuis ses débuts, l'ALBA-TCP s'est imposée comme un projet d'intégration caractérisé autant par son orientation idéologique alternative que par ses limites structurelles. Au fil de ses vingt années d'existence, elle a oscillé entre la résistance et la construction de réseaux régionaux, sans parvenir à se consolider comme modèle durable de régionalisme contre-hégémonique. Sa dépendance à l'égard du leadership charismatique incarné par Fidel Castro et Hugo Chávez, du cycle des prix du pétrole et de la faible complémentarité entre économies primaires, ainsi que les tensions entre gouvernements et mouvements sociaux, ont restreint sa projection à long terme<sup>1</sup>. Cette mise à jour revisite ces hypothèses initiales, reconnaissant la persistance de l'ALBA-TCP en tant que symbole d'une intégration distincte, bien que traversée par le rentisme vénézuélien et l'ingérence des Etats-Unis.

### Genèse d'un projet alternatif (2000-2004)

L'ALBA-TCP est née en réaction à la politique commerciale des Etats-Unis et aux tentatives de déstabilisation du Venezuela entre 2001 et 2004<sup>2</sup>. Porté par la relation entre Hugo Chávez et Fidel Castro, le projet – initialement dénommé Alternative bolivarienne pour les Amériques – se présentait comme une proposition d'intégration fondée sur la coopération et la solidarité, articulée aux revendications des mouvements sociaux antinéo-libéraux.

Les pressions de l'administration Bush et les actions de secteurs d'opposition internes vénézuéliens – dont le coup d'Etat de 2002 et la grève pétrolière – ont marqué un tournant décisif. Ces événements, tacitement soutenus par les Etats-Unis, ont renforcé la nécessité d'une projection internationale accrue du chavisme, centrée sur la confrontation avec la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et la promotion d'une intégration post-néolibérale.

Dans ce contexte, l'alliance avec Cuba s'est renforcée. L'Accord de coopération intégrale signé en 2000, fondé sur l'échange de pétrole contre des services médicaux, s'est consolidé après le référendum révocatoire de 2004, jouant un rôle crucial dans les programmes sociaux tels que les *Missions* – inspirés de la coopération avec Cuba, centrés sur la santé et l'éducation –, essentiels au soutien électoral du chavisme.

---

<sup>1</sup> D. Benzi, *ALBA-TCP. Anatomía de la integración que no fue*, Quito et Buenos Aires, UASB e Imago Mundi, 2017.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Enfin, en décembre 2004, la création de l'ALBA a été officialisée à La Havane, avec un double objectif : consolider l'intégration bilatérale et attirer de nouveaux alliés. Ce jalon a marqué le début de la structuration institutionnelle du projet, renouant avec les traditions tiers-mondistes et nationalistes, et positionnant l'ALBA-TCP comme une proposition contre-hégémonique sur la scène régionale.

### **Apogée et déclin d'un régionalisme contre-hégémonique (2004-2012)**

Entre 2004 et 2012, l'ALBA-TCP a connu sa plus grande expansion, dans un contexte régional et mondial favorable. Au Venezuela, l'échec du coup d'Etat et le renforcement du contrôle de l'Etat sur la compagnie pétrolière vénézuélienne (PDVSA) ont coïncidé avec l'envolée des prix du pétrole, permettant une expansion du budget public et de la politique étrangère bolivarienne. A l'échelle régionale, le rejet de la ZLEA et l'ascension de gouvernements progressistes auguraient une intégration post-néolibérale. Parallèlement, l'émergence des BRICS laissait entrevoir un réagencement géopolitique mondial plus propice aux Etats révisionnistes de l'ordre international tels que le Venezuela et Cuba.

Entre 2005 et 2010, le chavisme a déployé une politique internationale dynamique placée sous le sceau de l'idéologie de la *Patria Grande* et du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », resserrant son alliance avec Cuba et construisant un discours messianique autour de la figure de Bolívar. L'augmentation des revenus pétroliers a offert à Caracas des marges d'action et une légitimité internationale, donnant forme à un style particulier de coopération Sud-Sud combinant assistance bilatérale et rhétorique anti-impérialiste.

Durant cette période, l'Alternative bolivarienne est devenue Alliance, renforçant une diplomatie « des peuples » qui complétait les canaux traditionnels par des campagnes de formation et de mobilisation politique<sup>3</sup>. Des mécanismes de coopération tels que dons, bourses, aide humanitaire et annulation de dettes ont été réactivés, à l'image des politiques vénézuéliennes des décennies précédentes. Cette stratégie, inspirée de la logique de la guerre froide, a privilégié les objectifs politiques sur les buts de développement économique.

La coopération vénézuélienne a été qualifiée par certains de « pétro-coopération » rentière, tandis que d'autres soulignaient sa valeur émancipatrice. Malgré les critiques, cette politique a été déterminante pour soutenir le gouvernement cubain face au blocus américain et a contribué à l'articulation de plateformes au sein de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac) et de l'Organisation des Etats américains (OEA). Cependant, elle a révélé ses limites : elle n'a pas empêché le coup d'Etat au Honduras ni n'est parvenue à consolider le Conseil des mouvements sociaux de l'ALBA. En contrepartie, ALBA Movimientos a émergé, un réseau parallèle proche du processus mais indépendant de la conception institutionnelle du bloc.

---

<sup>3</sup> La chronologie des adhésions est la suivante : Venezuela et Cuba, 2004 ; Bolivie, 2006 ; Nicaragua, 2007 ; Commonwealth de Dominique, 2008 ; Honduras, 2008 (retiré en 2009 après un coup d'Etat) ; Equateur, Antigua-et-Barbuda, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 2009 ; Sainte-Lucie, 2013 ; Grenade et Saint-Christophe-et-Niévès, 2014.

L'ALBA-TCP a également été conçue comme un cadre politique pour promouvoir Petroamérica, schéma énergétique regroupant trois initiatives : Petrosur, Petroandina et Petrocaribe. Seule cette dernière a eu un impact notable, en fournissant du pétrole à des conditions favorables aux pays caribéens. Petrosur et Petroandina, en revanche, se sont limitées à des accords bilatéraux sans parvenir à une intégration énergétique structurée. Les limites de PDVSA, la politique brésilienne des biocarburants et la présence d'entreprises publiques puissantes telles que Petrobras (Brésil) ou Pemex (Mexique), en ont compromis la viabilité<sup>4</sup>.

Sur le plan social, les *Missions* ont été internationalisées. Des projets comme Barrio Adentro et la Mission Milagro ont étendu les services médicaux cubains à d'autres pays, financés par le Venezuela. Bien qu'initialement fructueuses, ces initiatives ont souffert de problèmes de continuité, d'opacité et de durabilité, entravant leur institutionnalisation. Cuba, de son côté, a renforcé sa stratégie d'exportation de services, faisant de la diplomatie médicale un pilier de son économie.

Dans le domaine économique et commercial, l'ALBA a promu les entreprises dites « *grannacionales*<sup>5</sup> » et le TCP, visant à dépasser le modèle rentier et à bâtir des circuits économiques alternatifs. Des initiatives telles que le Fonds culturel de l'ALBA, Albamed et diverses entreprises dans des secteurs stratégiques ont été lancées, mais la plupart ont rencontré des difficultés structurelles et ont échoué ou stagné. Le TCP, quant à lui, ne s'est jamais formalisé en un traité réel ; ses principes – non-réciprocité, commerce équitable, protection de l'intérêt national – sont restés à l'état de déclarations générales sans traduction en accords concrets<sup>6</sup>.

Le commerce intra-ALBA est demeuré marginal, reflet de la faiblesse économique du schéma. En dépit d'un léger accroissement des échanges entre 2005 et 2012, porté par des crédits et des rencontres d'affaires, le volume est resté minime. Le Venezuela n'est pas devenu un partenaire commercial significatif pour la plupart des membres, et les échanges entre eux ont été quasi inexistants, du fait de leurs économies essentiellement exportatrices de produits primaires.

Sur le plan financier, la création de la Banque de l'ALBA en 2008 visait à constituer une alternative à la Banque du Sud, mais son poids politique fort et sa capacité opérationnelle limitée ont affaibli son impact<sup>7</sup>. En parallèle, le Système unique de compensation régionale de paiements (Sucre) a été créé. S'il a d'abord affiché des résultats positifs entre 2010 et 2012, il n'est pas parvenu à se consolider comme instrument effectif, en raison de la fragilité économique des pays participants et du manque de volonté politique.

Le modèle d'intégration promu par l'ALBA-TCP a gagné en visibilité et en soutien durant sa phase d'expansion, mais a souffert de maux structurels : dépendance pétrolière, faiblesse institutionnelle, absence de diversification économique et manque de stratégie commune

---

<sup>4</sup> D. Benzi et X. Zapata, « Geopolítica, economía y solidaridad internacional en la nueva cooperación Sur-Sur : el caso de la Venezuela Bolivariana y Petrocaribe », *América Latina Hoy*, n° 63, 2013, pp. 65-89.

<sup>5</sup> Une référence au projet bolivarien de *Patria Grande* ou de *Gran nación latinoamericana*.

<sup>6</sup> A. Cusack, *Venezuela, ALBA, and the Limits of Postneoliberal Regionalism in Latin America and the Caribbean*, Londres, Palgrave, 2019.

<sup>7</sup> Pour une analyse du processus de constitution des deux banques, voir D. Benzi, T. Guayasamín et M. Vergara, « ¿ Hacia una Nueva Arquitectura Financiera Regional ? Problemas y perspectivas de la cooperación monetaria en el ALBA-TCP », *Iberoamerican Journal of Development Studies*, Vol. 5, n° 1, 2016, pp. 32-61.

durable. La mort de Chávez en 2013 et l'effondrement des prix du pétrole l'année suivante ont marqué un tournant. A ce moment-là, l'érosion de l'ALBA-TCP comme projet de régionalisme contre-hégémonique était déjà manifeste.

### **Erosion et résilience (2012-2024)**

Depuis 2014, l'ALBA-TCP traverse une phase de déclin marquée par la crise multidimensionnelle du Venezuela, le changement de leadership consécutif à la mort de Chávez, ainsi que par le retrait de l'Equateur et de la Bolivie – temporaire dans ce dernier cas. La politique étrangère de Nicolás Maduro s'est réorientée dans un contexte défavorable, caractérisé par une chute prolongée du prix du pétrole, des sanctions internationales et une dérive autoritaire croissante.

Le désengagement de l'Equateur est lié au virage idéologique de Lenín Moreno et à la crise migratoire provoquée par la situation vénézuélienne. La Bolivie, pour sa part, a quitté le bloc durant le gouvernement intérimaire de Jeanine Añez, avant de le réintégrer en 2020 sous la présidence de Luis Arce – signe de la forte charge idéologique que revêt l'appartenance à l'ALBA-TCP.

L'activité institutionnelle du bloc s'est révélée intermittente, rendant son suivi difficile. Entre 2017 et 2020, les sommets et déclarations officielles se sont concentrés sur le soutien aux gouvernements membres confrontés à des pressions internes et externes, en insistant sur la défense de la souveraineté et la non-ingérence. Depuis 2021, les réunions priorisent la relance économique post-pandémie, le renforcement du système de santé et la mise en œuvre de l'*Agenda stratégique 2030*, visant à relancer les initiatives productives et sociales. Bien qu'il soit ardu de mesurer les progrès réels en la matière, le bloc a fait preuve d'une résilience institutionnelle et d'une capacité de coordination notables dans un environnement international non seulement défavorable, mais également hostile<sup>8</sup>.

Un tournant géopolitique significatif réside dans l'orientation vers la Grande Caraïbe, devenu l'épicentre actuel de l'ALBA-TCP, tandis que son influence en Amérique du Sud s'est nettement réduite. La dissolution de l'Unasur et la fragmentation du progressisme régional ont contribué à cette reconfiguration. En revanche, ALBA Movimientos a maintenu une participation active, adoptant un discours centré sur les luttes anticapitalistes, féministes, écosocialistes et décoloniales, bien que la dérive autoritaire du Nicaragua et du Venezuela ait engendré des tensions jusque dans les rangs de la gauche radicale<sup>9</sup>.

La pression croissante des Etats-Unis et de l'Union européenne, exacerbée sous le premier mandat de Donald Trump, a favorisé le rapprochement du bloc avec la Chine, la Russie et l'Iran. La coopération avec ces acteurs s'est traduite par une assistance technique, des investissements et des mécanismes commerciaux alternatifs tels que la triangulation des paiements, les navires fantômes ou l'utilisation de devises non occidentales – sans toutefois pallier les faiblesses structurelles de PDVSA.

---

<sup>8</sup> ALBA, « Agenda Estratégica 2030 - ALBA-TCP », [www.albatcp.org/acta/agenda-estrategica-2030/](http://www.albatcp.org/acta/agenda-estrategica-2030/).

<sup>9</sup> Nuestro Proyecto, <https://albamovimientos.net/nuestro-proyecto/>.

L'axe énergétique, en particulier Petrocaribe, a subi un net recul. Les sanctions, la chute du prix du brut et la dégradation de PDVSA ont lourdement affecté les exportations pétrolières, réduisant l'approvisionnement de partenaires clés comme Cuba. Entre 2012 et 2017, le flux de pétrole vers l'île a diminué de plus de moitié. Néanmoins, le Venezuela a continué d'accorder la priorité à ses engagements envers La Havane, tandis que celle-ci diversifiait ses sources de revenus à travers le tourisme et de nouveaux alliés tels que la Chine et la Russie<sup>10</sup>.

Durant la pandémie, l'axe social de l'ALBA a retrouvé une certaine centralité, notamment dans le domaine de la santé. Cuba a mobilisé des brigades médicales, distribué ses propres vaccins et offert un appui technique aux pays membres. Ces actions se sont inscrites dans un plan régional adopté en 2020, comprenant la création d'un fonds humanitaire et la promotion d'une future production régionale de médicaments. Bien qu'un fonds de deux millions de dollars ait été annoncé par le biais de la Banque de l'ALBA, la majorité des pays membres ont du recourir à des dispositifs extérieurs tels que Covax, ce qui a mis en évidence la capacité financière et logistique limitée du bloc. D'autres initiatives, telles que le relancement de la Mission Milagro et du Fonds ALBA Alimentos, figurent dans l'Agenda 2030, mais se heurtent à de sérieux obstacles structurels et budgétaires<sup>11</sup>.

La portée sociale de l'ALBA s'est également réduite en raison du retrait de plusieurs accords bilatéraux, comme celui de la coopération médicale cubaine avec l'Équateur et la Bolivie. La contraction des ressources, l'usure institutionnelle et l'affaiblissement du leadership fondateur ont compromis la pérennité des programmes sociaux transnationaux.

Sur le plan productif, les entreprises « *grannacionales* » ont montré une faible viabilité. Présentées comme alternatives au modèle transnational, elles ont en pratique reproduit les mêmes problèmes d'inefficience et de corruption. Des projets tels qu'ALBA-Arroz, Enatex (en Bolivie) ou l'entreprise minière en Équateur ont échoué faute d'intrants, d'investissements et de planification. D'autres, comme celui d'Albanisa au Nicaragua, ont été dénoncés pour leurs pratiques opaques et leur collusion avec les élites gouvernantes. Dans l'ensemble, ces expériences illustrent les limites du modèle d'intégration productive promu par le bloc.

L'axe monétaire et financier s'est lui aussi érodé. Le Sucre, qui avait jadis constitué une alternative aux paiements régionaux, a pratiquement été abandonné après 2014. La crise vénézuélienne, la chute du commerce intra-bloc et les dénonciations de fraudes ont précipité sa disparition. Des pays comme le Nicaragua et la Bolivie ont cessé d'utiliser ce système dès 2013. La préférence pour le dollar, y compris au sein du bloc, a mis en lumière le manque de confiance dans les instruments monétaires propres<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> K. Bodemer, « Las relaciones entre Venezuela y los EE.UU. durante el gobierno de Donald Trump. Entre el discurso radical, el pragmatismo económico y el garrote de las sanciones », *Agenda Internacional*, Vol. 30, n° 40, 2023, pp. 7-35 ; C. Mesa-Lago et P. Vidal, *El impacto en la economía cubana de la crisis en Venezuela y las políticas de Trump*, Documento de Trabajo, Real Instituto Elcano, Madrid, mai 2019.

<sup>11</sup> M. del C. Pérez González, « Soberanía sanitaria en la Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América-Tratado de Comercio de los Pueblos », *Política internacional*, Vol. 6, n° 3, 2024, pp. 322-334.

<sup>12</sup> M. G. Pavón Abalco, « El Sistema Unitario de Compensación Regional de Pagos como mecanismo de búsqueda de autonomía monetaria en Ecuador », *Estado & comunes, Revista de políticas y problemas públicos*, Vol. 9, n° 2, 2019, pp. 247-268.

Malgré cette détérioration, l'ALBA-TCP a réussi à se maintenir en tant qu'espace politique à la capacité symbolique et opérationnelle limitée, mais encore fonctionnel. Sa résilience ne s'est pas traduite par une revitalisation en profondeur, mais plutôt par une adaptation défensive dans un environnement hostile. La disparition de ses dirigeants fondateurs, la perte de cohésion idéologique et l'alignement de plus en plus explicite sur la Chine et les BRICS ont transformé l'ALBA en un projet moins original, davantage subordonné aux dynamiques géopolitiques mondiales. Son avenir dépendra, pour une large part, de l'évolution du conflit entre l'Occident et ses rivaux, de l'évolution de la situation au Venezuela et de l'émergence d'une nouvelle génération de mouvements et de leaderships en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le vingtième anniversaire de l'ALBA-TCP invite davantage à la réflexion qu'à la célébration. Malgré les profonds bouleversements régionaux et l'usure de ses leaderships fondateurs, le bloc perdure en tant qu'espace de soutien politique et diplomatique face à l'encerclement exercé par des puissances telles que les Etats-Unis et l'Union européenne. Cet épilogue représente un succès précaire, marqué par la crise économique et la perte de sa vocation originelle d'intégration émancipatrice.

Les échecs économiques et coopératifs de l'ALBA reflètent une crise plus vaste d'identité et de stratégie au sein des gauches latino-américaines, lesquelles oscillent aujourd'hui entre un campisme bipolaire, un non-alignement illusoire et des formes fragmentaires de résistance. Aucune de ces options ne favorise l'émergence d'un régionalisme véritablement autonome.

**Pour citer ce chapitre** : Daniele Benzi et Jimena Huamanricra Sabino, « L'héritage ambigu de l'ALBA-TCP », in F. Louault et K. Parthenay (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2025/Les Etudes du CERi*, n° 282-283, janvier 2026 [en ligne : <https://dx.doi.org/10.25647/etudesduceri.282-283.10>].